~~FRC 41. 28001~~

28001

CONVENTION NATIONALE.

Case
FRC
12905

R A P P O R T
ET PROJET DE DÉCRET

*Présentés au nom des comités d'aliénation & des
domaines,*

PAR POULLAIN-GRANDPREY,

Député par le département des Vosges ;

*SUR les baux des biens d'émigrés dans lesquels sont
comprises quelques parties de forêts.*

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS,

Vos comités d'aliénation & des domaines ont présenté à la Convention nationale un projet de décret sur la réclamation faite par plusieurs cultivateurs du district de Cadillac contre un arrêté du département de la Gironde, qui l'a annulé les baux de biens d'émigrés revêtus des formalités prescrites par la loi, mais comprenant des bois d'une contenance de plus de six arpens.

Ce projet de décret, résultat d'une opinion oppo-

A

sée à celle qui avoit déterminé l'arrêté du département de la Gironde, n'a point été combattu ; mais il a donné lieu à deux propositions, l'une d'étendre ses dispositions à toutes les parties de la République, l'autre, de restreindre à une année l'exploitation des baux de biens d'émigrés, qui comprendroient quelques parties de bois.

Ces deux propositions ont été renvoyées à vos comités d'aliénation & des domaines, qui se sont occupés de l'examen des différentes questions auxquelles elles ont pu donner lieu. Vos comités se sont convaincus que si le rapprochement des lois des 29 septembre 1791, sur l'administration forestière, & du 8 avril 1792, relative aux biens des émigrés, ne laisse aucun doute sur la manière dont les forêts des émigrés ont dû être administrées, cependant l'erreur dans laquelle plusieurs administrations sont tombées à cet égard, est pardonnable. Cette vérité a été sentie par la Convention nationale, qui n'a pas jugé les dispositions des deux lois citées assez précises, & qui a suppléé à leur insuffisance par l'article XLV de la loi du 3 juin dernier. Cet article porte, que *les lois relatives à l'administration & à la vente des bois nationaux, seront exécutées pour les bois provenans des émigrés.*

Jusqu'à la promulgation de cette dernière loi, on a donc pu penser que les coupes ordinaires des bois d'émigrés étoient susceptibles du même régime que les autres biens ; & si les corps administratifs sont excusables de les avoir compris dans les objets à affermer, les adjudicataires le font encore davantage de les avoir exploitées sous la foi des baux qui leur ont été passés.

L'intérêt national se trouve ici lié à l'intérêt particulier des fermiers ; car s'ils étoient inquiétés dans l'ex-

exploitation commencée des bois qui leur ont été adjudés, il seroit difficile de s'astreindre au calcul de l'indemnité qu'ils seroient en droit de réclamer.

On doit supposer d'ailleurs que les adjudications étant précédées d'estimation, la valeur des bois est entrée dans le prix des baux.

Ces motifs ont décidé vos comités à vous proposer de confirmer les baux des biens d'émigrés qui comprennent quelques parties de bois.

Mais si l'opinion adoptée par vos comités, détermine celle de la Convention; si vous assurez à des adjudicataires de bonne foi la paisible jouissance d'une exploitation presque consommée, vous ferez cesser, sans doute, pour les années suivantes, cette jouissance en ce qu'elle a d'illégal.

Vos comités, en vous présentant cette mesure, ont cru devoir laisser aux adjudicataires la ressource d'une option qui, sans blesser les intérêts de la Nation, met hors d'atteinte ceux des particuliers, relativement à la partie des conventions qu'ils ont souscrites, & que la loi ne désavoue pas.

C'est dans ces vues que vos comités m'ont chargé de vous présenter le projet de décret suivant.

PROJET DE DÉCRET.

La Convention nationale, après avoir entendu ses comités des domaines & d'aliénation réunis, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous les baux des biens d'émigrés qui comprennent des parties de forêts actuellement exploitées, sont confirmés pour la présente année seulement.

4
I I.

Les baux de ce genre qui s'étendent à plus d'une année, y seront réduits ; ceux adjugés pour une seule année, qui comprennent des forêts non exploitées, sont annulés.

I I I.

Les baux, en vertu desquels les fermiers ont abattu une quantité de bois plus forte que celle que les précédens propriétaires ou possesseurs avoient l'usage d'exploiter annuellement, sont également annulés, à moins que les fermiers ne consentent de restreindre sans diminution du prix du bail, leur jouissance, dans les bornes des jouissances précédentes.

I V.

Les adjudicataires dont les baux seront annulés en exécution de la présente loi, auront l'option de conserver la jouissance & l'exploitation des biens autres que les forêts, sur l'estimation comparative qui en sera faite par des experts convenus ou nommés par le directoire de district.

V.

Les arrêtés des corps administratifs qui auroient annulé quelques-uns des baux dont il s'agit, pour les cas énoncés en l'article III du présent décret, & qui auroient reçu leur exécution, par une nouvelle adjudication, sont confirmés.